

## Règlement concernant l'encouragement à la propriété du logement

du 27 janvier 2010

### Le Conseil d'administration de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (ci-après : la Caisse),

vu les articles 30a à 30g de la loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>1</sup> (ci-après : la LPP),

vu l'ordonnance fédérale du 3 octobre 1994 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle<sup>2</sup> (ci-après : OEPL),

vu les articles 54 et 71 de la loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura<sup>3</sup> (ci-après : LCP),

### arrête :

Demande  
a) forme

**Article premier** L'assuré qui entend bénéficier de mesures prévues pour l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle doit adresser à la Caisse une demande écrite accompagnée des moyens de preuve et contresignée par son conjoint ou partenaire enregistré.

b) contenu

**Art. 2** <sup>1</sup> L'assuré précise sous quelle forme il entend bénéficier des mesures prévues pour l'encouragement à la propriété du logement, soit :

- a) une mise en gage ;
- b) un versement anticipé.

<sup>2</sup> Il est possible de combiner les deux formes prévues à l'alinéa 1.

Mise en gage

**Art. 3** <sup>1</sup> La demande de mise en gage est transmise à la Caisse par le créancier gagiste au moyen d'un acte de nantissement.

<sup>2</sup> La Caisse examine si l'assuré peut mettre en gage son droit aux prestations.

<sup>3</sup> Le cas échéant, elle confirme par écrit au créancier gagiste que les conditions requises pour une mise en gage sont remplies.

---

<sup>1</sup> RS 831.40

<sup>2</sup> RS 831.411

<sup>3</sup> RSJU 173.51

<sup>4</sup> Dans le cas où le logement se trouve dans un immeuble mixte, l'assuré doit fournir à la Caisse une attestation déterminant la valeur de son propre logement par rapport à la valeur totale de l'immeuble (par exemple : une attestation de la valeur officielle, de la valeur locative, etc.). La mise en gage ne peut porter que sur la partie du logement privé de l'assuré.

Versement  
anticipé  
a) contrat

**Art. 4** Le versement anticipé fait l'objet d'un contrat entre la Caisse et l'assuré spécifiant les modalités du versement.

b) limites

**Art. 5** <sup>1</sup> Un versement anticipé ne peut intervenir que tous les cinq ans et son montant ne peut être inférieur à 20'000 francs.

<sup>2</sup> Si le versement anticipé concerne un dépôt d'épargne, la limite quant au montant n'est pas applicable.

<sup>3</sup> Un versement anticipé ne peut intervenir que jusqu'au mois qui précède celui où l'assuré atteint l'âge de 58 ans révolus.

c) garantie

**Art. 6** <sup>1</sup> Le versement anticipé est subordonné à l'inscription au Registre foncier d'une restriction d'aliéner.

<sup>2</sup> Dans le cas d'un versement anticipé portant sur un objet situé à l'étranger, il est procédé, dans la mesure du possible, à une inscription équivalente à celle de l'alinéa 1 dans le pays en question.

d) réduction des  
prestations

**Art. 7** Le versement anticipé entraîne une diminution correspondante des années d'assurance et, par conséquent, une réduction dans la même mesure des prestations d'assurance et comptes suivants :

- a) la prestation de libre passage ;
- b) en cas de retraite, la pension de retraite ou de retraite anticipée, la pension d'enfant ;
- c) en cas d'invalidité, la pension d'invalidité, la pension d'enfant ;
- d) en cas de décès, la pension de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant, la pension d'enfant, le capital décès ;
- e) le compte nécessaire au calcul de la prestation de libre passage minimale, conformément à l'article 17 de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ;
- f) l'avoir de vieillesse minimum LPP.

e) traitement  
fiscal

**Art. 8** <sup>1</sup> Les impôts découlant du versement anticipé ne peuvent en aucun cas être déduits du montant disponible. Demeurent réservés les cas où un impôt à la source est prélevé.

<sup>2</sup> La Caisse tient un compte des prélèvements anticipés et de leurs remboursements.

<sup>3</sup> Elle communique à l'autorité fiscale toute modification.

f) assurance  
complémentaire

**Art. 9** Afin d'éviter que la couverture d'assurance ne soit restreinte par la diminution des prestations en cas de décès ou d'invalidité, la Caisse fait office d'intermédiaire pour la conclusion d'une assurance complémentaire, conformément à l'article 30c, alinéa 4, LPP.

g)  
remboursement  
facultatif

**Art. 10** <sup>1</sup> L'assuré peut rembourser tout ou partie du versement anticipé :

- a) jusqu'à la survenance d'un autre cas de prévoyance ;
- b) jusqu'au paiement en espèces de la prestation de libre passage ;
- c) jusqu'au mois qui précède celui où l'assuré atteint l'âge de 58 ans révolus.

<sup>2</sup> Le montant minimum du remboursement ne peut être inférieur à 20'000 francs que s'il conduit au rachat maximum autorisé.

<sup>3</sup> Le remboursement peut être effectué au comptant, par acomptes ponctuels (art. 7, let. a du règlement du 10 mars 2010 concernant les modalités de rachat du droit à la rente) ou par mensualités financières (art. 7, let. b du règlement du 10 mars 2010 concernant les modalités de rachat du droit à la rente) sur une période n'excédant pas cinq ans.

<sup>4</sup> Si un impôt à la source a été déduit du montant du versement anticipé, la part correspondante doit également être restituée à la Caisse.

h)  
remboursement  
obligatoire

**Art. 11** En cas d'aliénation de la propriété, l'assuré ou ses héritiers doivent rembourser le montant du versement anticipé à la Caisse. Pour le surplus, l'article 30d, alinéa 1, LPP s'applique.

i) Fin de  
l'obligation de  
rembourser

**Art. 12** Le versement anticipé est définitivement acquis à l'assuré au jour où celui-ci prend une retraite complète, qu'elle soit anticipée ou non.

Parts sociales  
et certificats de  
participation

**Art. 13** Les parts sociales et les certificats de participation sont déposés à la Caisse (art. 30e, al. 4, LPP).

Dispositions  
générales  
a) offre

**Art. 14** <sup>1</sup> Le contrat de versement anticipé est remis pour signature à l'assuré sous forme d'offre ferme.

<sup>2</sup> La validité de l'offre est limitée à trente jours, sauf mention contraire dûment stipulée.

<sup>3</sup> Le contrat de versement anticipé comporte la signature de l'assuré et, s'il est marié ou lié par un partenariat enregistré, la signature légalisée de son conjoint, respectivement de son partenaire enregistré.

b) émoluments

**Art. 15** Les émoluments sont fixés dans le règlement du 6 mai 2010 relatif aux émoluments et aux frais perçus par la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.

c) frais

**Art. 16** Les frais d'inscription ou de radiation au Registre foncier suisse ou à son équivalent étranger, ainsi que tous autres frais, taxes ou émoluments sont à la charge de l'assuré.

d) ordre des  
priorités

**Art. 17** Conformément à l'art. 30c, alinéa 7, LPP, en cas de difficultés de liquidités, la Caisse satisfait aux demandes chronologiquement et selon l'ordre de priorités suivant :

- a) la construction ;
- b) l'acquisition ;
- c) les transformations ;
- d) l'amortissement d'une dette hypothécaire existante.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 18** Le règlement du 15 mai 2008 concernant l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 19** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2010.

**CAISSE DE PENSIONS DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA**

Le président  
Marc Chappuis

Le directeur  
Christian Affolter